

Québec français



En marge des états généraux sur l'éducation

Roger Chamberland

Numéro 101, printemps 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/58647ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Chamberland, R. (1996). En marge des états généraux sur l'éducation. *Québec français*, (101), 1-1.



En marge des états généraux sur l'éducation

Le ministère de l'Éducation n'a pas échappé au jeu de la chaise musicale lors du dernier remaniement ministériel ; Jean Garon, qui n'avait pas réussi à asseoir sa crédibilité auprès des intervenants de l'enseignement, cède sa place à Pauline Marois, une ministre aguerrie dont la moindre qualité, doit-on admettre, est d'être ouverte au dialogue et à la discussion. Cette nomination est trop fraîche encore pour que nous puissions juger de ses visées par rapport aux défis qui l'attendent. Chose certaine, elle a de sérieux coup de barre à donner et des décisions importantes à prendre d'ici peu, à commencer par donner suite aux États généraux sur l'éducation qui se sont tenus au printemps 1995 et dont on vient de faire paraître le premier bilan.

Cet *Exposé de la situation* représente les grandes lignes que les 15 commissaires ont su dégager des deux mille mémoires ou présentations verbales qui leur ont été présentés dans les 56 jours qu'ont duré les audiences. La plupart des questions relatives à l'éducation ont été abordées et ont été regroupées en 10 grands chapitres qui nous permettent de prendre le pouls des divers intervenants dans le milieu scolaire : les administrateurs, les enseignants, les élèves, les parents. Chacun y est allé pour défendre son carré de soie, certains avec la mauvaise foi qui anime l'esprit corporatiste sans être capable de s'élever au-dessus de la mêlée pour prendre en considération « les intérêts supérieurs du Québec », pour reprendre une image galvaudée.

Le bilan dont on peut prendre connaissance maintenant montre bien les lignes de convergences et de divergences qui se dégagent de ces audiences. Les commissaires ont d'ailleurs choisi de présenter leurs conclusions, non pas sous forme de recommandations, mais sous forme de questions lancées au débat public, lequel débat devrait porter sur tous les aspects évoqués, indifféremment du poids de la tradition, des contraintes syndicales ou des exigences corporatistes ou associatives. Les auteurs ont tôt fait, dans leur avant-propos, de cibler l'enjeu véritable qui se dessine à l'aube du XXI^e siècle dans un Québec affecté par un taux de décrochage injustifiable, un manque de main-d'œuvre spécialisé et un laisser-aller généralisé qui valorise une culture de la victime ; cet enjeu consiste à recentrer l'éducation au « cœur d'un projet de société » afin d'en faire « un levier pour relancer le développement économique, social et culturel ». Pour que cet énoncé cesse d'être un vœu pieux, il faut qu'il y ait un projet de société dans l'air et, à l'heure actuelle, on peut douter qu'il en existe un.

Quoiqu'il en soit de ce projet de société, il faut œuvrer à rétablir la crédibilité du système d'éducation, lui-même tributaire d'un système social, où les jeunes font dorénavant partie d'une culture de la victime. Il y a quinze ans, vingt ans, la situation économique n'était ni meilleure, ni pire ; que sont devenus les jeunes de cette époque ? Emploi précaire, chômage et bien-être social pour la majorité ; rares sont ceux et celles qui peuvent se vanter d'avoir un emploi stable. Les jeunes ne sont pas plus victimes de la situation économique que leurs aînés de quelques années qui, eux aussi, ont été sacrifiés sans que l'on réagisse. On sait peut-être plus maintenant où il faut concentrer nos efforts pour permettre une meilleure intégration des jeunes au marché du travail, mais encore faut-il que l'école joue son rôle à fond et devienne un lieu agréable d'apprentissage où la formation de l'élève plus que la réussite à tout prix soit l'objectif premier. Insistons sur l'une des premières constatations auxquels arrivent les commissaires : « Notre école n'est pas assez exigeante ». Parents, élèves, enseignants et administrateurs sont tous unanimes pour dire que l'école québécoise devrait relever ses seuils de réussite et demander plus d'efforts pour autant que les professeurs soient des personnes compétentes, passionnées et qu'elles soient capables de créer un climat agréable où apprendre devient un plaisir. Rigueur n'est pas synonyme d'austérité. Le goût d'étudier, d'être curieux intellectuellement et d'aller un peu plus loin est l'un des défis majeurs qui incombe à l'école québécoise, mais elle n'a pas le monopole de la motivation de l'élève car il appartient également aux parents, dont plusieurs ont délégué leurs pouvoirs — que ce soit en termes d'éducation et de transmission des valeurs — de valoriser et d'encourager de toutes les façons l'instruction. Le vieux slogan des années soixante : « Qui s'instruit s'enrichit » garde toujours son actualité, mais il ne faut pas penser que cet enrichissement n'est qu'économique.

Roger Chamberland

